

Discours du Président de la République à l'occasion des vœux aux Armées.

Madame la ministre des Armées,
Madame la ministre déléguée,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Monsieur le chef d'état-major des Armées,
Monsieur le délégué national de l'Ordre de la Libération,
Monsieur le préfet de région,
Monsieur le président du Conseil régional,
Monsieur le maire, Mesdames, Messieurs les maires,
Monsieur le délégué général pour l'armement, Monsieur le secrétaire général pour l'administration,
Messieurs les chefs d'état-major d'armée,
Monsieur le directeur général de la Gendarmerie nationale,
Monsieur le directeur général des Relations internationales et de la stratégie,
Mesdames et Messieurs les officiers généraux, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats,
marins, aviateurs et personnels civils des forces armées,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,

C'est pour moi un honneur, un grand plaisir de vous retrouver en ce début d'année, en ma qualité de chef des Armées, pour vous présenter mes vœux à vous, à vos proches, à vos camarades, ainsi qu'à vos familles. Je viens vous présenter mes vœux en ce début d'année, et je vous prie d'excuser ce caractère inesthétique de mon œil, et ça n'est que quelque chose de totalement anodin. Voyez-y simplement une référence non volontaire à l'œil du tigre en ce début d'année. Pour ceux qui ont la référence, c'est un signe de détermination. Elle est entière.

Je viens donc vous présenter mes vœux au terme d'une année particulièrement lourde. 2025 a été une année chargée et marquée par de nombreux engagements opérationnels : poursuite de la sécurisation et de l'organisation des commémorations 80 ans de la libération de la France, lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane, soutien à la reconstruction de Mayotte, protection permanente de nos approches, sécurisation du commerce maritime en mer Rouge, lutte contre le narcotrafic en mer, permanence de la dissuasion, aide humanitaire en Jamaïque et à Gaza, déploiement de nouveaux brigades en Roumanie, projection dans le Grand Nord, déjà, déploiement du groupe aéronaval, transformation de notre posture en Afrique, partenariats militaires opérationnels, opérations dans l'espace, actions cyber et tant et tant d'opérations qui ont jalonné l'année 2025.

Au nom des Français, je veux vous remercier pour votre engagement et pour ces sacrifices. J'ai naturellement, en ce début d'année, convoquant celle qui vient de s'écouler, une pensée pour nos blessés, et pour nos morts, en particulier pour le sergent Jimmy Gosselin, décédé durant la mission Harpie en Guyane. À ces sacrifices, à ces engagements, à ces dons de soi jusqu'à la vie même, la nation doit répondre avec force et reconnaissance. Et je veux dire ici notre détermination collective pour donner à nos armées les moyens d'assurer leur mission de défense de nos intérêts et de nos valeurs.

L'année qui s'ouvre, et je vais y revenir, est une année pleine de défis, par les décisions que nous avons prises pour nous-mêmes, par les défis géopolitiques qui s'imposent à nous. Elle sera un test de crédibilité à bien des égards. Je le dis ici avec beaucoup de confiance et de force : nous sommes prêts. C'est aussi une année qui sera marquée, entre autres, par les 400 ans de notre marine, rendez-vous important pour l'histoire, mais aussi pour en voir les transformations. Et je le dis ici, même entouré d'aviateurs amiral. Être parmi vous en ce jour est aussi l'occasion, par un rapprochement de lieux, qui m'est donné de souligner combien cette décennie de réarmement français porte ses fruits.

En effet, le 20 juillet 2017, j'étais venu ici à vos côtés, Général, vous vous en souvenez, sur la base aérienne d'Istres pour vous annoncer que le budget de nos armées serait augmenté avec l'objectif que nous nous fixions pour nous-mêmes, bien loin de tous les diktats des uns ou des autres ou des défaitismes déjà prononcés par certains. Je vous disais, j'en prenais l'engagement, nous atteindrons 2 % de produit intérieur brut en 2025 pour réparer notre outil de défense, pour répondre aux menaces. Je ne dis pas que certains ne doutaient pas de ces annonces à l'époque.

Toujours des gens pour douter, parfois plus de gens pour douter que pour vouloir ou faire. Mais je me tiens ici devant vous, plus de huit ans plus tard, pour vous dire que nous l'avons fait et nous y sommes. Nous y sommes et l'engagement pris est tenu.

Nous n'avons pas attendu l'invasion de l'Ukraine pour initier ce réarmement, ni pour rappeler la nécessité d'une autonomie stratégique européenne. Nous l'avons commencé ensemble dès cet été 2017, puis par les exercices stratégiques et les deux lois de programmation militaire qui ont été préparées, puis votées, puis défendues chaque année. Je veux saluer les CEMA successifs et, avec eux, toutes leurs équipes, les secrétaires généraux successifs, évidemment les ministres des Armées successifs et nos parlementaires, beaucoup sont ici présents, actuels et des dernières années, qui ont œuvré à ce travail et l'ont surveillé de près.

Ici, à Istres, chacun peut voir les résultats concrets de ces décisions. Une flotte de 15 Airbus de ravitaillement et de transport stratégique a été livrée, avec les infrastructures associées ainsi qu'un simulateur. Cette flotte concourt directement à la dissuasion nucléaire, permet des évacuations sanitaires jusqu'à 12 000 kilomètres de la métropole et est un vecteur polyvalent de projection de puissance. Vous l'avez encore démontré en vous déployant dans le Grand Nord en avril dernier et dans les prochaines heures pour des missions décidées.

Ici, à Istres, un terminal passager a été créé pour optimiser l'emploi de cette flotte multi-mission. Il fait de cette base aérienne un véritable hub des armées, privilégié pour projeter nos armées et leurs frets là où la France a besoin d'intervenir.

Ici, à Istres, depuis 2017, les LPM successives ont aussi permis de livrer de nouveaux bâtiments, des aéronaves pour les essais en vol, de nouveaux moyens de lutte anti-drone, des aires aéronautiques rénovées et une nouvelle tour de contrôle, un nouveau mess, et je pourrais ainsi multiplier les exemples. Car depuis 2017, la base aérienne d'Istres a été transformée. Elle a changé de visage, devenant un outil de combat modernisé. Istres est en quelque sorte un symbole, l'illustration même de notre réarmement français. Notre effort de défense va continuer ici, comme dans les autres garnisons de France. Oui, il va continuer parce que, comme je vous l'annonçais le 13 juillet dernier, l'accélération des périls commande d'accélérer le réarmement de la France.

Pour rester libre, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant. Et pour être puissant dans ce monde si brutal, il faut faire plus vite et faire plus fort. Cela suppose que la nation consente à des efforts à la mesure de notre rude époque. Voilà pourquoi j'ai souhaité, le 13 juillet dernier, avancer à l'année 2027 l'objectif, initialement prévu pour 2030, d'atteindre un budget annuel de 64 milliards d'euros pour notre défense.

Ainsi, en deux mandats, le budget des armées aura été doublé. Et nous ne l'aurons pas doublé par la décision d'un tel ou d'un tel, par convenance, pour complaire à tel ou tel allié. Nous l'aurons doublé par nos décisions propres, l'analyse que nous avons faite de l'évolution de la menace, et en la faisant, comme je le disais, très tôt, et notre volonté de ne jamais subir. C'est pourquoi l'actualisation de la loi de programmation militaire, qui va porter ce changement d'échelle, prévoit pour la période 2026-2030 un effort supplémentaire de 36 milliards d'euros pour accélérer notre réarmement, dont 3,5 milliards d'euros dès 2026. Ces efforts supplémentaires, dits dans le jargon « surmarche », de 36 milliards d'euros, consacrent au fond 3 grandes priorités, pour préserver la crédibilité opérationnelle de nos armées et faire face, si nous devons y être confrontés, à un engagement majeur d'ici 3 à 4 ans.

D'abord, nous allons augmenter nos stocks de munitions de tous types pour tenir compte du retour d'expérience des conflits en Ukraine et en mer Rouge, et nous allons renforcer en quantité et en qualité la préparation opérationnelle de nos armées. Je sais combien c'est attendu et, il faut bien le dire, toutes les armées européennes, confrontées à cette guerre de haute intensité sur le sol européen, ont complètement réévalué les besoins de stock, les besoins de munitions et cette préparation opérationnelle. Ça a été très bien évalué ces dernières années, c'est la priorité telle qu'elle a été identifiée. Deuxièmement, des moyens supplémentaires seront alloués pour garantir notre souveraineté. D'abord pour se doter d'une alerte avancée qui combine système d'alerte spatiale, un système de radar de surveillance terrestre ainsi que des expérimentations. C'est la fameuse initiative franco-allemande dite JEWEL, mais ce système d'alerte avancée, nous le bâtissons pour nous-mêmes. Nous construisons un partenariat avec les Allemands pour aussi le proposer à l'ensemble des Européens. C'est ce qui va nous permettre, aussi, de consolider encore davantage la dimension spatiale de notre stratégie militaire. Dans l'espace, nous allons accélérer sur l'utilisation de constellations satellitaires en orbite basse pour améliorer la connectivité et l'acquisition de renseignements.

À cet égard, je veux dire ici combien notre ambition spatiale va, elle aussi, se renforcer, qu'elle soit civile ou militaire. Avec l'objectif dans chaque composante d'associer nos partenaires allemands et italiens entre autres, de renforcer l'autonomie stratégique européenne, d'inciter les autres à suivre notre propre stratégie, qui est de réduire les dépendances à tout ce qui est non européen. La France organisera dans quelques mois un sommet sur le spatial qui aura une composante militaire et permettra de consacrer ses efforts. Mais là-dessus, nous voulons aller vite. Nous nous doterons également prochainement de capacités d'action supplémentaires depuis le sol ou l'espace afin d'améliorer la résilience de notre segment spatial et sa protection.

Ensuite, toujours pour parler de ces moyens supplémentaires pour garantir notre souveraineté, nous allons, grâce à ces sur-marches, poursuivre le travail que nous avons initié avec les Européens pour développer des feux dans la très grande profondeur. Cette initiative que nous avons lancée, dite ELSA, prend tout son sens alors que nous venons d'observer pour la deuxième fois le tir d'un missile de très longue portée, dit ORECHNIK, par la Russie sur l'Ukraine. Ce tir est un signal très clair, d'une puissance dotée mais qui a décidé de se doter de telles capacités. Ce message est clair. Et pour tous ceux qui pensent que la Russie serait une question qui ne nous concerne pas, il doit être reçu 5 sur 5 : nous sommes à portée de ces tirs. Et donc, si nous voulons là aussi rester crédibles, nous devons, nous, Européens, et tout particulièrement la France, qui dispose de certaines technologies, nous saisir de ces nouvelles armes qui changeront la donne à court terme. Et avec tout particulièrement nos partenaires allemands et britanniques, nous devons avancer avec force sur ces capacités de feu dans la très grande profondeur. Capacité qui vient accroître notre crédibilité et épauler notre dissuasion nucléaire.

Troisième élément de souveraineté sur lequel nous voulons, grâce à ces surmarches, accélérer, c'est notre défense sol-air. Là aussi, nous avons vu avec l'Ukraine la nécessité d'aller plus vite, plus fort, les besoins. Et nous avons des capacités. En particulier, avec nos partenaires italiens et britanniques dans les missiles, le SAMP/T Nouvelle Génération est une offre largement française et européenne qui est la meilleure au monde. Elle est plus efficace que le système PATRIOT. Nous devons donc accélérer la capacité à produire, accélérer la capacité à déployer, et renforcer là aussi notre autonomie stratégique et la capacité des Européens à proposer notre offre propre. Réduire nos dépendances, nous équiper pour nous-mêmes, le proposer aux autres Européens et davantage. Ces 3 moyens supplémentaires de souveraineté seront ou bâtis ou accélérés grâce à ces surmarches et ils sont nécessaires.

Troisièmement, la capacité des armées à s'engager à court terme sera améliorée et accélérée. Ce troisième objectif se décline à travers plusieurs lignes d'action. Il s'agit d'améliorer la protection de nos forces : défense surface-air, lutte anti-drone, guerre dans le champ électromagnétique, où nous avons vu à chaque fois des nécessités d'aller plus vite parce que la compétition est plus forte. Il nous faut ensuite moderniser notre modèle d'armée avec, en particulier, des drones de tout type pour les 3 armées. Et là-dessus, nous devons aller plus vite, car nous avons vu la capacité d'innovation et l'accélération sur le théâtre ukrainien. Et soyons clairs, nous sommes en retard. Nous sommes en retard parce que les Ukrainiens ont formidablement innové, parce que des partenaires et des industriels d'autres nations ont été plus rapides que nous et les ont peut-être moins pris de haut. Et aujourd'hui, il y a une production sur le sol européen qui est meilleure et plus en masse que celle que nous avons. Réagissons vite et fort.

Il nous faut encore investir dans les innovations de rupture, le quantique, l'intelligence artificielle. Nous avons de formidables entreprises, on renforce les capacités. Et il nous faut, enfin, durcir les capacités du combat terrestre, du combat naval, de l'aviation de combat et de transport. Ces surmarches incluent en outre, pour la période 2026-2030, un effort de plus de 2 milliards d'euros pour le service national. La campagne de recrutement vient de débuter cette semaine. En septembre prochain, les premiers appelés du service national feront leur classe pour venir renforcer les rangs de nos armées et renforcer la résilience de la nation. Cette décision annoncée il y a quelques semaines à Varcès est une étape décisive pour nos armées et pour notre nation. Elle vient renforcer le pacte armée-nation qui est au cœur même de notre République. Elle permet de donner à nos armées des compétences dont elles ont besoin, et aussi d'amorcer ce faisant, les besoins qui sont les nôtres pour la réserve. Et elle permet aussi d'offrir un débouché au désir d'engagement de notre jeunesse.

Je sais pouvoir compter sur celle-ci. Je sais la volonté de notre jeunesse de s'engager, alors soyons collectivement à la hauteur de son aspiration à l'idéal et de son ambition de servir une grande cause, celle de la France. Je sais pouvoir compter sur vous qui constituez l'armée professionnelle pour cette nouvelle mission. La qualité de l'accueil des appelés comme des engagés est, vous le savez, déterminante pour l'intégration des jeunes, le rayonnement de notre institution et la réussite du lancement du service national. Merci à la ministre d'avoir lancé ce chantier et à vous toutes et tous de le porter.

Enfin, vous le savez, garant de la condition militaire, en ma qualité de chef des armées, j'attache une grande importance à ce que, ceux qui ont fait le choix de servir jusqu'au sacrifice suprême, reçoivent de la nation une juste reconnaissance. La force de nos armées repose d'abord sur la qualité des femmes et des hommes recrutés et la capacité, par la suite, à les fidéliser.

C'est pourquoi, conformément au rapport du Haut Comité d'évaluation et de la condition militaire que sa présidente me présente chaque année, je veille depuis 9 ans à améliorer, engager ce qui doit l'être. Voilà pourquoi j'ai personnellement veillé à ce que les militaires du rang, les sous-officiers et enfin, en décembre 2025, les officiers, bénéficient d'un rattrapage de leurs grilles indiciaires en parallèle de la nouvelle politique de rémunération mise en place.

Voilà pourquoi les Plans familles, les Plans blessés, le Plan Fidélisation 360 ont été mis en œuvre. Ils vont dans le bon sens. Et il convient, Madame la ministre, de poursuivre dans cette voie. Je vous demande en particulier d'accélérer les mesures en faveur des blessés, tout spécialement les blessés psychologiques, et de me faire, avant le 13 juillet prochain, un bilan de ce plan. Voilà ce sur quoi je voulais revenir à ce moment des vœux, en précisant l'actualisation de notre loi de programmation militaire et en revenant sur ces sujets essentiels pour accompagner nos armées. Mais permettez-moi, en ce lieu, en ce moment, de parler du contexte dans lequel nous vivons et de ce qu'il implique pour nous. L'histoire ne pardonne ni l'impréparation ni la faiblesse.

Nos armées, et toutes nos armées, l'ensemble des services de soutien aussi et tout particulièrement, sont notre assurance vie et la dissuasion nucléaire, tout autant sur laquelle j'aurai bientôt l'occasion de me réexprimer, en est la clé de voûte. Tous les efforts que je viens d'évoquer et ceux que nous allons encore continuer de faire concourent à nous rendre prêts à la hauteur des périls. Et je sais à cet égard pouvoir compter sur la ministre, la ministre déléguée et l'ensemble des parlementaires pour que l'actualisation de la loi de programmation militaire puisse être adoptée d'ici au 14 juillet prochain. Je voudrais, à ce titre, souligner le travail de réflexion, de préparation qui a été réalisé en 2025, à ma demande, par le secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale, qui a actualisé notre Revue nationale stratégique, par l'ensemble des acteurs du ministère des Armées, qui a préparé l'actualisation de la LPM et le projet de service national.

Mais, au fond, où en sommes-nous ? Dès 2017-2018, par l'exercice d'évaluation de la menace que nous avons conduit, nous avons vu que le monde qui était le nôtre portait des menaces nouvelles et justifiait l'effort décidé par la première LPM. Nous avons commencé de réarmer. Par la constance de cet effort, nous aurons donc doublé notre budget. Nous avons aussi, depuis 9 ans, constamment porté la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique européenne et de la renforcer pour nos armées. Nous l'avons fait au début assez seul. Mais cette solitude ne doit jamais nous faire douter. Et je le redis ici avec force. Et regardez ce qui s'est passé ces dernières années, tous ceux qui nous disaient « idée française, cette stratégie autonome européenne » ou « ce pilier européen de l'OTAN », se sont réveillés en février 2022, lors de la guerre d'agression russe lancée en Ukraine. Un mois plus tard, sous présidence française lors du sommet de Versailles, l'autonomie stratégique européenne était consacrée dans une déclaration de l'Union européenne. Trois ans plus tard, mars 2025, un Conseil européen venait reconnaître l'engagement européen, le pilier européen de la défense, les financements décidés par l'Union européenne pour soutenir les efforts des armées européennes en ce sens. Ce qui était au début une conviction française face à l'évolution de la menace est devenu progressivement une évidence européenne. Nous avons eu raison de commencer, même seuls, et de tenir cet effort, et de le faire durant toutes ces années, face à toutes les menaces, à chaque fois, en étant des partenaires solides et engagés.

En 2020, dans la Méditerranée orientale, grâce à nos capacités maritimes, face à nos alliés, qu'ils soient d'ailleurs serbes ou croates pour les composantes aériennes, réconciliant parfois ceux qui pouvaient paraître irréconciliables, en nous déployant aussi avec tous nos partenaires européens pour crédibiliser cet engagement. Nous l'avons fait sans relâche. L'année 2025 a passé un cap. Et cette Europe de la défense devient une réalité. Et au sein de cette Europe de la défense, qui reste éminemment intergouvernementale dans ses capacités de décision et opérationnelle, mais qui a maintenant des financements, l'Union européenne qui se déploie, et une préférence européenne pour laquelle nous nous sommes battus et qui est opérationnelle, la France est l'une des quelques nations-cadres crédibles.

Ceci est un acquis historique des dernières années. Ceci, nous devons le consolider. Et regardons le monde dans lequel nous sommes plongés : retour des puissances de déstabilisation, la Russie sur le sol européen, déstabilisation par plusieurs puissances régionales, je pourrais ici convoquer l'Iran et beaucoup d'autres, et puis un discours qui parfois sème le doute, y compris chez les alliés par certains, mais en tout cas, un nouveau colonialisme qui est à l'œuvre chez quelques-uns. Tout ceci nous impose de continuer de durcir le modèle qui est le nôtre, de renforcer notre indépendance dans toutes les composantes opérationnelles et de continuer d'accélérer sur la stratégie que nous avons décidée. Nous devons le faire en Europe, je l'évoquais, et la semaine précédente a marqué un tournant dès ce début 2026. Avec la réunion qui s'est tenue à Paris de la Coalition des volontaires pour l'Ukraine, nous avons finalisé un travail commencé il y a un an. Et il y a un an, c'était simple. Personne ne pensait qu'une fois la paix signée, les Européens seraient capables d'assurer la sécurité du territoire européen ou d'être crédibles face à un risque de réengagement russe. En un an, qu'avons-nous fait ? La Coalition des volontaires qui rassemble les Européens, mais je veux ici saluer aussi tous les Européens qui ne sont pas membres de l'Union européenne, des Britanniques aux Norvégiens et nos partenaires Islandais et Canadiens, éminemment engagés. Je n'oublie pas le Japon et la Nouvelle-Zélande qui étaient ici présents. Cette Coalition des volontaires qui rassemble 34 pays s'est réveillée. Elle assure la totalité de l'effort de soutien à l'Ukraine aujourd'hui. 100 % de ce qui est financé pour l'Ukraine dans sa guerre de résistance, c'est la Coalition des volontaires qui le soutient.

N'ayons aucune faiblesse, ne doutons pas de nous-mêmes, quelles que soient les tergiversations de certains. Là où l'Ukraine était éminemment dépendante des capacités de renseignement américaine, à une écrasante majorité, il y a un an, aujourd'hui, les deux tiers sont fournis par la France, les deux tiers. Mais surtout, nous avons bâti des garanties de sécurité pour le jour d'après la paix de manière crédible : monitoring de la ligne de cessez-le-feu, régénération de l'armée ukrainienne, force de réassurance, garantie de sécurité de rang 2 pour tous ceux qui s'y engageront. Et nous l'avons fait en consolidant sur chacune de ces composantes les efforts de tous les membres de la Coalition des volontaires, dont les nôtres. Nous l'avons fait pour la première fois de notre histoire avec un commandement intégré franco-britannique, avec des quartiers généraux opérationnels au Mont-Valérien, et en ayant associé nos partenaires et alliés américains dans les composantes où ils sont prêts à s'engager, mais avec un vrai mandat donné à leur commandement militaire et confirmé au sommet de Paris et dans la Déclaration de Paris d'il y a quelques jours. Ceci est une avancée massive et historique qui crédibilise ce qu'est l'Europe de la défense et qui crédibilise la France aux côtés de nos partenaires britanniques, comme étant ensemble les nations-cadres de cet effort. Mais le signal envoyé à nos partenaires ukrainiens, aux autres Européens et au monde, c'est que nous sommes prêts.

Nous sommes prêts à tenir cet effort de résistance. Nous sommes prêts à dissuader face aux nouvelles agressions ou à tenir la paix sur notre sol. C'est la même volonté que nous devons avoir partout, celle d'être au fond une puissance de stabilité et c'est la même volonté qui préside à nos choix, à nos décisions au Moyen-Orient.

Nous sommes engagés dans des grandes opérations comme Inherent Resolve depuis plusieurs années ou dans des opérations otaniennes. Et qu'il s'agisse de la Jordanie ou de l'Irak, nous sommes déployés, partenaires de confiance, agissant pour protéger, former, intervenir avec nos grands alliés. Nous avons consolidé notre présence dans cette région avec les forces françaises aux Émirats arabes unis et un partenariat stratégique d'exception dans tous les domaines. Nous avons multiplié les partenaires sur le plan industriel, au-delà évidemment des Émirats arabes unis qui restent le cœur de celui-ci, de la Jordanie au Qatar en passant par l'Irak et l'Arabie saoudite. Nous sommes présents dans la FINUL en même temps que nous sommes avec les Américains les garants du mécanisme de coordination qui a été décidé pour le sud du Litani, et, les dernières heures l'ont montré, nous sommes un partenaire de confiance et de stabilité pour tous les pays de la région.

Face à la révolution en cours en Iran, aux attaques odieuses contre leurs propres citoyens décidées par le régime, la France a appelé à la cessation de ces attaques terribles, au respect de la population civile, mais aussi à ne pas escalader dans la région. Et c'est pourquoi nous avons renforcé notre posture, nous avons décidé de la protection évidemment de nos ressortissants et de nos militaires, mais nous avons décidé aussi d'être aux côtés de tous nos partenaires pour contribuer à la stabilité et la sécurité de toute la région dans ce contexte. C'est la même volonté, sécurité, stabilité, respect de la souveraineté qui est la nôtre sur le continent africain. Nous avons profondément réorganisé notre présence ces dernières années, mais cette réorganisation a signifié une chose : partenariat d'équilibre, être aux côtés de gouvernements et d'armées qui expriment leurs besoins et demandent en formation, en équipement, en contribution spécifique, dans un cadre identifié, bien mieux cerner ce qu'elles veulent de la France. Et nous avons été présents à chaque fois que nous avons été appelés. Mais nous le sommes de manière partenariale, adaptée à la demande, respectueuse pleinement de la souveraineté. La France, vous le voyez, partout, et je ne pourrai aller plus loin en convoquant ici notre stratégie Indopacifique qui répond au même objectif, grâce à nos armées, grâce à la cohérence de notre stratégie, nous sommes une puissance crédible de stabilité en Europe, en Afrique, en Indopacifique. Nous le sommes partout où nous avons des territoires engagés, partout où la paix est menacée, et nous le sommes en étant crédibles, fiables et lisibles. Et c'est une qualité rare dans le monde qui est le nôtre.

C'est pourquoi, pour évoquer l'actualité plus récente, la France et les Européens doivent continuer, partout où leurs intérêts sont menacés, d'être là, sans escalade, mais intransigeants sur le respect de la souveraineté territoriale. J'évoquais l'Ukraine. Au Groenland, territoire autonome du royaume de Danemark, les Européens ont une responsabilité particulière car ce territoire appartient à l'Union européenne, car ce territoire est aussi celui d'un de nos alliés de l'OTAN. La France a décidé de se joindre à l'exercice qui a été programmé et lancé par le Danemark de manière souveraine et indépendante dans le cadre d'Arctic Endurance. Une première équipe de militaires français est déjà sur place et sera renforcée dans les prochains jours par des moyens terrestres, aériens et maritimes. Et je remercie le CEMA d'avoir rapidement, au contact de son partenaire danois, organisé les choses et su répondre présent aux demandes très concrètes qui étaient formulées. C'est le rôle que la France doit jouer, celui d'être disponible, face à l'évaluation de la menace de savoir s'adapter et d'être aux côtés d'un État souverain pour protéger son territoire. L'Europe de la défense, vous le voyez bien, est une réalité. C'est une réalité qui repose sur, en même temps, les choix souverains faits par chaque nation qui la compose, et ses capacités propres de décider pour elle-même et par elle-même, ce qu'a la France grâce à son modèle complet d'armée et parce que nous avons décidé de faire ces efforts que j'évoquais et que nous avons aujourd'hui l'armée la plus efficace d'Europe, ce qui a été le but poursuivi toutes ces dernières années que nous continuerons de poursuivre.

Nous devons continuer à le décliner aussi sur le plan capacitaire avec cette préférence européenne pour l'industrie de défense. Je le disais, la France l'a constamment plaidé, nous l'avons inscrit dans les textes européens et des programmes dits EDIP à SAFE, et pardon de ces acronymes, nous avons réussi à inscrire, ce qui était là aussi impensable, il y a quelques années, le fait que ces programmes de financement européens devaient imposer de l'achat européen. Ceci suppose aussi que nous soyons en capacité, nous, Européens, de fournir une offre crédible. Et donc, c'est une exigence pour nous tous d'être en capacité de réponse aux besoins, de répondre aujourd'hui aux besoins des Ukrainiens, demain à nos besoins. Et il faut veiller aujourd'hui au paradoxe dans lequel on peut se retrouver. Beaucoup de nations sont en train d'investir massivement, plus tard que nous, et parfois plus massivement, pour rattraper un retard. Et en le faisant dans l'urgence, elles se tournent vers les capacités disponibles. Le risque, c'est qu'elles se tournent par trop vers des capacités non européennes. Nous devons les convaincre d'acheter européen. Nous devons les convaincre avec nous de produire européen. Nous devons donc plus vite innover en Européen, mais nous devons nous mettre en capacité de répondre à ces demandes en Européen. Un énorme travail a été fait ces dernières années par les ministres successifs des Armées, les chefs d'État-major et les DGA. Et je salue le rôle d'aiguillon de la DGA.

On a beaucoup parlé d'économie de guerre. J'ai moi-même, dès fin de l'hiver 2022, lancé cela. Beaucoup d'efforts ont été faits. Je les ai salués. Nous avons doublé, parfois triplé nos capacités de production, nos rythmes de production. Soyons francs avec nous-mêmes. Est-ce que nous sommes en économie de guerre, à proprement parler ? La réponse est non. Parce que si nous étions en guerre, j'ose espérer que nous ne produirions pas ainsi. Et je regarde ce que les Ukrainiens ont su faire. Ils ont fait autrement. Nous n'avons pas la pression des événements de la même manière. Mais là aussi, ne nous habituons pas. Et je le dis avec beaucoup de force, ce que nous sommes en train de faire nous oblige. Je salue ici toutes nos entreprises de la défense qui ont contribué à ce travail, ont commencé leur montée en cadence et contribuent à l'effort de la défense. Et je suis toujours heureux qu'elles soient à nos côtés pour ces vœux parce que le lien est organique avec nos armées. Elles accueillent beaucoup d'anciens. Parfois, elles essaient dans la carrière de nous en divertir quelques-uns. Mais ce lien est fort, il est nécessaire et c'est aussi une force de notre pays. Et donc, je veux ici saluer l'ensemble des industriels et toutes les collaboratrices et collaborateurs. Mais en les saluant, en saluant tout ce qui a été fait ces derniers temps, en étant à leur côté, partout d'ailleurs où la France promeut son industrie de défense et l'exporte, et nous avons eu des magnifiques succès ces dernières années ensemble, y compris dans des géographies que d'aucuns pensaient impossibles, et nous allons continuer d'avoir des succès avec notre industrie de défense.

Je veux, en ce début d'année 2026, vous demander encore davantage. Nous avons besoin de produire plus vite, de produire en volume, de massifier encore davantage avec des systèmes plus légers et de façon innovante. On ne nous attend pas. Et je vous le dis, quand on a des délais qui sont de 5-7 ans pour des capacités nouvelles, c'est clair et net, on est en train de se faire sortir du marché. Je vous le dis. Et ne vous trompez pas, vos clients d'hier sont vos compétiteurs d'aujourd'hui. On est en train de le voir. Et ils avancent à marche forcée, parce que partout dans le monde, ils investissent. Et des très grands pays qui ont été nos clients jusqu'à récemment, ou qui sont les clients d'autres de nos compétiteurs, se dotent de leur propre capacité.

Il n'y a pas de marché garanti, il n'y a pas de chasse gardée. Il y a une compétition féroce qui nous impose d'être, nous, beaucoup plus volontaristes. Et donc, pour les armées françaises, j'ai besoin d'une industrie de défense qui s'adapte davantage, qui ne considère plus que les armées françaises sont des clients captifs, parce que nous irons peut-être chercher des solutions européennes si elles sont plus rapides ou plus efficaces.

Et j'ai besoin d'industriels de défense qui regardent aussi la concurrence de manière plus lucide, et à qui je dis : « Allez plus vite, allez plus fort, produisez en masse, produisez plus léger, répondez aux demandes ». Et j'ai des industriels de défense à qui je veux dire : je serai toujours avec nos armées à vos côtés, mais nous aussi, nous devons être plus Européens. Et donc, nous devons être plus Européens dans nos propres achats, nous devons être plus Européens dans nos stratégies industrielles, en bâtissant ces partenariats.

Le SAMP/T Nouvelle Génération est un très bon exemple. JEWEL, c'est un autre très bon exemple. L'initiative ELSA pour le tir dans la profondeur, je l'espère, précède des partenariats industriels qui iront dans ce sens. C'est la même chose que je veux aussi dans le spatial. Nous consolidons en Européens, avec l'opération dite BROMO, mais nous devons aussi bâtir des vraies constellations européennes, le faire peut-être plus vite et plus fort que ce qui était prévu, de manière plus véloce, plus légère.

On a un devoir tous ensemble : ne pas attendre. On a un devoir : être lucide sur la compétition dans laquelle nous sommes plongés et nous adapter à chaque instant. Tout cela, on doit le faire en étant compétitif, efficace et en continuant, comme on l'a fait ces dernières années, grâce à l'engagement de nos industriels, en continuant de dé-risquer notre industrie face à tous les risques ou à toutes les dépendances que nous avons sur des composants, des terres rares ou autres. Et rappelez-vous, dès la pandémie, au début de la guerre, quand on a vu qu'on avait des dépendances, il y a eu une mobilisation de nos industriels, à juste titre, pour reconsolider la filière ou sauver des acteurs dont on avait besoin en amont. C'est exactement ça qu'on doit continuer de faire pour réduire nos dépendances dans toutes les capacités du jeu. Et je voulais là-dessus insister sur ce point. L'Europe de la défense, nous devons pleinement l'habiter, nous devons en saisir les opportunités, y compris en matière d'innovation, y compris en matière de production et de déploiement.

Je sais votre détermination, votre loyauté et votre courage. Et au fond, pour conclure mon propos, ce que je suis venu vous dire en ce début d'année 2026 – et je le disais dans un esprit similaire aux ambassadrices et aux ambassadeurs devant lesquels je m'exprimais il y a quelques jours – nous sommes dans un monde de plus en plus complexe. On ne l'a pas découvert hier. Nous sommes dans un monde où des puissances de déstabilisation se sont réveillées. On l'a vu ces dernières années. La différence, c'est que nous voyons que des certitudes qui, parfois, avaient des décennies, sont remises en cause. Et l'Europe est bousculée dans certaines de ces certitudes. Et elle a des compétiteurs qu'elle ne pensait pas voir, et elle a parfois des alliés qu'on pensait prévisibles, impavides, toujours à nos côtés, qui se mettent à faire douter beaucoup, voire qui se retournent vers ceux qui doutaient le moins.

La France a une grande tradition d'indépendance. Nous l'avons renforcée ces dernières années, parce que ça ne sert à rien de parler d'indépendance si c'est pour n'en tirer aucune conséquence. Nous avons renforcé notre indépendance militaire, capacitaire, technologique, industrielle. Nous devons aller au bout de ce travail, complètement. Nous devons accélérer cette obsession et nous devons, à la lumière des événements, finir de convaincre tous les Européens de s'engager à nos côtés dans ce travail.

Mais face à ce monde complexe où beaucoup de certitudes sont remises en cause, ne doutez pas. Soyez fiers. Soyez fiers de votre pays, de nos armées, parce que cette fierté est légitime. Nous sommes l'armée la plus efficace d'Europe. Nous avons la dissuasion nucléaire la plus indépendante et autonome d'Europe. C'est une force inédite dans le monde qui est le nôtre. Soyez fiers de cela. Soyez convaincus que vous avez en main tout ce qu'il faut pour réussir, pour tenir notre pays indépendant face à tous les risques qui s'éveillent. Mais nous, Français, nous ne sommes pas les spectateurs ou les commentateurs du monde. Nous devons être à chaque instant déterminés. Nous sommes là pour agir. Agir pour prendre l'initiative, pour nous protéger, pour produire ce qu'il faut pour cela, pour redéployer une nouvelle capacité. Agir, dans l'immédiat, pour protéger et aider tous nos alliés lorsqu'ils sont menacés. Agir, pour être des acteurs de stabilité partout où nous sommes engagés. Alors en ce début d'année, soyez déterminés et soyez en action, à l'offensive, au service de la stabilité et de la paix.

Soyez fiers, soyez déterminés, ne subissez jamais et avançons. Parce que nous avons tout pour cela, tout pour le faire. Parce que c'est exactement l'histoire de notre pays, parce que nous avons cette force et parce que nous continuerons de l'avoir.

Vous l'avez compris, en ce début d'année, mes vœux sont des vœux pour vous, vos familles, vos frères d'armes, mais ce sont des vœux de détermination, d'engagement, de volonté. Ne lâchez rien et continuez. J'ai confiance en vous et je veux, en ce début d'année, vous redire ma fierté d'être là, face à vous, ma fierté de l'engagement qui est le vôtre, car c'est ce qui tient nos armées chaque jour. Et c'est aussi la dette de la Nation à votre endroit.

Soyez fiers, soyez là et avançons.

Vive la République et vive la France.